



Protestation populaire contre la dégradation des conditions de vie. Quelque 40 % des Argentins sont sous le niveau de pauvreté.

chner. Ce que voudrait le FMI, c'est encore moins de dépenses publiques, ce qui est difficile à "vendre" quand la pauvreté frappe déjà 40 % de la population. C'est une pomme de discorde entre le FMI et Buenos Aires et, au sein du camp péroniste au pouvoir, entre l'aile gauche et l'aile centriste, représentée par le président Alberto Fernandez (Ndlr : sans lien de parenté avec la vice-Présidente).

Les détenteurs de dette argentine qui ont vu celle-ci restructurée en 2020 font pression sur le FMI pour que le plan d'ajustement soit le plus dur possible envers Buenos Aires. Pourquoi ?

Parce qu'ils ne sont toujours pas payés ; ils le seront à partir de 2024. Et ils ont peur, si les déficits sont trop importants, que l'État argentin n'ait pas assez d'argent pour les payer.

Le FMI n'est-il pas lui-même en faute pour avoir prêté ces 44 milliards de dollars à Mauricio Macri alors qu'on savait que c'était pour payer les intérêts d'emprunts antérieurs, ce que, normalement, le FMI refuse ?

Oui, c'est très clair. Carlos Melconian, qui dirigeait sous Macri la grande banque publique Banco Nacion, a dit il y a quelques mois à la télévision que l'accord entre le président Macri et le FMI était de nature essentiellement politique. On ne peut être plus explicite. Le FMI a enfreint sa propre charte en pré-

tant ces 44 milliards. Il y a donc un motif réel de considérer cette dette comme illégitime, à l'instar des kirchnéristes. Cela ne fera pas annuler la dette pour autant, mais cela devrait entrer en ligne de compte dans la négociation.

Les législatives partielles de novembre ont donné la victoire à la coalition pro-Macri, ce qui affaiblit les péronistes. Selon la presse argentine, ces derniers se divisent entre partisans du président Fernandez – que la droite est prête à soutenir – et ceux de la vice-Présidente, fidèle à la politique de feu son mari, qui soulignait que "les morts (de pauvreté) ne paient pas". Quelle est leur marge de manœuvre à chacun ?

Elle est limitée pour les deux, ce qui crée un blocage pour arriver à une position commune face au FMI. D'un côté, chez les péronistes, la "machine à recueillir des voix", c'est elle, pas le Président. D'un autre côté, ce dernier a beau jeu de dire aux kirchnéristes : donnez-moi une autre stratégie. Au début de ce mois, les réserves de devises n'atteignaient que 5 milliards de dollars ; un accord avec le FMI est donc absolument indispensable. Au sein du camp kirchnériste émerge l'envie de postposer un accord avec le FMI – quitte à être en défaut de paiement et à nouer une relation financière avec la Chine. Ce serait compliqué car Pékin veut que cela se fasse en yuans – ce qui représenterait une gigantesque désoccidentalisation de l'Argentine – alors que celle-ci et ses

créanciers veulent des dollars. Mais beaucoup d'Argentins n'ont pas voté aux législatives partielles de novembre : les pauvres n'avaient pas envie de voter pour un gouvernement péroniste, donc de gauche, mais qui ne réduit pas beaucoup la pauvreté. Si la Chine acceptait de financer l'Argentine en dollars, Beijing pourrait devenir une sorte de FMI bis pour Buenos Aires. N'oubliez pas que dans le tiers-monde la Chine est un plus gros prêteur que le FMI ou la Banque mondiale.

De quelle façon Cristina Fernandez de Kirchner entend-elle diminuer la dureté du plan à présenter au FMI ?

À la façon Cristina : un mélange d'audace et de bluff ! L'audace, c'est de dire qu'on va se tourner vers la Chine – et il est vrai que, quand celle-ci prête à des pays du Sud, elle exige moins de conditionnalités que le FMI ou la Banque mondiale. Le bluff, c'est d'en faire un moyen de pression sur le FMI pour obtenir le rééchelonnement sur 20 ans.

Pourquoi le président Fernandez n'appuie-t-il pas cette stratégie ?

D'abord parce que, pratiquant le FMI, il sait que ce sera difficile. Ensuite parce que, tant que l'Argentine sera en rééchelonnement, elle n'aura pas accès à des conditions normales de prêt. Faire défaut, ça coûte cher ! Plus personne ne vous prête. Lui est un gestionnaire, elle est une politicienne.

EN BREF

France

Les sondages s'affolent autour de Péresse



La patronne de la région Île-de-France, candidate Les Républicains, se qualifierait pour le second tour de la présidentielle selon un sondage Elabe pour BFMTV, réalisé dans la foulée de sa victoire à la primaire LR. Elle obtiendrait 20 %, derrière Macron (23) mais devant Le Pen (15) et Zemmour (14). Les candidats de gauche sont sous les 10 %. Au second tour, elle l'emporterait 52 % à 48 face à Emmanuel Macron. L'hôte de l'Élysée avait déjà des chiffres de cet acabit au printemps dernier face à Xavier Bertrand. (AFP)

38

Morts dans l'incendie d'une prison

Un incendie à la prison centrale de Gitega, capitale du Burundi, a fait 38 morts et 69 blessés graves. L'établissement, de 400 places, abritait 1 539 détenus. Le feu s'est déclaré de nuit. Les policiers ont refusé d'ouvrir les portes, selon un rescapé.

France

Arrestation d'un suspect dans le meurtre de Khashoggi

Un membre présumé du commando impliqué dans l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi en 2018 à Istanbul a été interpellé mardi matin dans un aéroport parisien et placé en rétention judiciaire. Khalid Alotaibi, 33 ans, a été interpellé par la police aux frontières alors qu'il s'apprêtait à prendre un vol pour Riyad, a indiqué une source proche du dossier. (AFP)